

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1, rue Dufay  
76100 ROUEN

ROUEN, le 14/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **NATUP**

16 rue Georges Charpak  
BP 108  
76130 MONT-SAINT-AIGNAN

Références : UDRD.2023.03.R.10  
Code AIOT : 0005801969

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2023 dans l'établissement NATUP implanté Terre du Val 76590 Bertreville-Saint-Ouen. L'inspection a été annoncée le 30/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NATUP
- Terre du Val 76590 BERTREVILLE-SAINT-OUEN
- Code AIOT : 0005801969
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site NATUP de BERTREVILLE-SAINT-OUEN est un site soumis à Autorisation, constitué de deux silos reliés entre eux.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale 2023 Silo,
- Conformité des installations, par sondage, avec l'arrêté préfectoral du 24 avril 2013.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Installation de séchage	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.3.5.8	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Cuve de propane	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.3.5.9	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
5	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
6	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
11	Silothermométrie	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.3.5.5	/	Sans objet
12	Gestion des eaux	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.4.1.V	/	Sans objet
13	Stockage d'engrais liquides	Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.3.6.4	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le but de la visite d'inspection était de vérifier, par sondage, la conformité des installations avec les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 24 avril 2013 et de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif aux silos soumis à Autorisation dans le cadre de l'action nationale 2023 silo.

L'inspection a constaté le jour de la visite que le site était propre et les accès extérieurs bien dégagés. La vérification des dispositifs de sécurité des installations pouvant être à l'origine d'un départ de feu ont bien fait l'objet d'un contrôle par une société spécialisée.

La visite a fait l'objet de 5 demandes dont quatre avec suites sur les sujets suivants :

- incohérence des unités utilisées dans l'état des stocks des matières dangereuses,
- dysfonctionnement de l'asservissement de la coupure de gaz du sechoir et de la cuve,
- manque de moyen s'assurant du respect du volume minimum d'eau dans le bassin de réserve d'eau incendie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Culture de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.  Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport l'exploitant a présenté les dossiers de suivi de formation, avec les certificats de réalisation, des deux responsables silo du site. Ceux-ci ont notamment suivi une formation électrique en novembre 2022 et la formation Prévention risque IEP (Incendie Explosion Poussières) dispensée par la fédération le 28 juin 2022 dont l'objectif est d'apprendre à prévenir et faire face aux risques d'incendie et d'explosion des poussières des activités de stockage des grains, de connaître les produits entreposés et leur stabilité relative et de savoir réagir en cas de réalisation du risque.  Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Conditions de fonctionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport, l'inspection a demandé à consulter la consigne d'exploitation concernant les contrôles à effectuer avant la remise en route de l'exploitation suite à des travaux. L'exploitant a présenté la consigne d'exploitation « Contrôles à effectuer avant remise en route de l'installation – silos à Autorisation ». Cette consigne liste les contrôles à effectuer à la suite d'un accident ou d'un incident grave, ainsi que les contrôles à effectuer à la suite d'un arrêt pour travaux de modification et d'entretien.  Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport, l'inspection a demandé à consulter le dernier permis de feu. L'exploitant a présenté le dossier de suivi des permis de feu. Le dernier date du 09 janvier 2023 pour une intervention en interne par du personnel NATUP, réalisé à l'extérieur du silo. La nature des travaux effectués n'est pas renseignée. Cependant les heures d'intervention ainsi que l'heure du contrôle, réalisé 2 heures après la fin des opérations sont bien renseignées et signées.  L'inspection a également consulté les permis de feu précédents, pour des travaux réalisés par des sociétés extérieures. Ils sont remplis en totalité.  <b><u>Demande n° 1 :</u></b> l'exploitant sera vigilant à bien compléter la nature des travaux effectuer lorsque ceux-ci sont réalisés en interne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Entretien de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
<b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport l'inspection a constaté la présence de dispositifs de sécurité comme la présence de capteurs de déport de bande ou de contrôleurs de rotation.  L'inspection a demandé quels étaient les contrôles effectués sur les dispositifs de sécurités installés sur le site. L'exploitant a présenté le rapport du contrôle annuel réalisé par une entreprise spécialisée. Tous les équipements du site sont contrôlés par thermographie et/ou contrôle vibratoire et/ou contrôle visuel en fonction des équipements. Aucun dysfonctionnement majeur n'a été relevé au cours du dernier contrôle, réalisé le 1er décembre 2022 pour les deux silos. L'exploitant déclare que les dysfonctionnements recensés sont hiérarchisés par catégorie de problème et gérés par le service maintenance du groupe. Les opérations de maintenance réalisables en interne sont corrigés par les opérateurs du site. Ainsi l'exploitant déclare que le graissage du moteur du ventilateur VC1 a été réalisé immédiatement par un responsable silo. Cette opération n'est pas tracée.  <b><u>Demande n° 2 :</u></b> Pour faciliter le suivi de la réalisation des opérations de maintenance, l'exploitant notera les dates d'intervention directement sur le rapport de contrôle ou toute autre traçabilité adaptée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Equipements à l'origine de départ de feu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li><li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</li></ul> Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
<b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport l'exploitant a présenté le rapport de contrôle des installations électriques ICPE du 07 novembre 2022. Le rapport ne fait état d'aucune observation. Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Protection contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des protections contre la foudre du site, daté du 09 mars 2022. Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 71.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.  L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Le jour de la visite objet du présent rapport, l'inspection a demandé à consulter l'inventaire des substances dangereuses présentes sur le site. L'exploitant a présenté deux états des stocks, le premier pour les engrais, le second pour les produits phytosanitaires. Dans ces états des stocks sont indiqués : <ul style="list-style-type: none"><li>• la rubrique ICPE, lorsque concerné,</li><li>• la désignation du produit,</li><li>• le stock physique présent,</li><li>• le seuil maximal autorisé.</li></ul> Cependant aucune unité n'est indiquée. Ainsi après questionnement auprès de l'exploitant, il s'avère que pour l'engrais liquide le stock physique présent est exprimé en "kg" (102 800 kg) alors que le seuil est renseigné en "mètre cube" (100 000 m <sup>3</sup> , capacité maximale des cuves).  Concernant les fiches de données de sécurité, celles-ci sont facilement disponibles sur le site intranet du groupe.
<b>Demande n° 3 :</b> l'exploitant indiquera l'unité de mesure sur ses états des stocks et veillera à ce que l'unité du stock et celui du seuil à respecter soit le même.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



## N° 8 : Installation de séchage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.3.5.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien et équipement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>En période de fonctionnement, la surveillance du bon fonctionnement des installations de séchage doit être assurée en permanence. Le personnel doit être formé aux procédures de conduite et de sécurité.</p> <p>Le séchoir est équipé de dispositifs de sécurité permettant d'assurer l'arrêt de l'alimentation en gaz en cas d'anomalies, telles qu'une pression de gaz anormalement élevée ou anormalement basse, un manque d'air au brûleur, une absence de flamme...</p> <p>Le fonctionnement des brûleurs du séchoir doit automatiquement être arrêté en cas de dépassement des températures programmées.</p> <p>L'exploitant établit un programme d'entretien des installations qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>La coupure de l'alimentation en gaz est assurée par 2 vannes automatiques redondantes, placées en série sur la conduite d'alimentation en gaz. Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et aux pressostats. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement, à une fréquence a minima annuelle. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.</p> <p>L'alimentation en gaz peut être coupée via une vanne manuelle dûment positionnée, signalée et en permanence accessible.</p> <p>Les brûleurs sont équipés d'un régulateur de température commandé par des sondes disposées dans les caissons de répartition d'air chaud et mesurant la température du circuit d'air.</p> <p>Le bon fonctionnement de l'extraction des grains et de la rotation de la turbine de ventilation sont contrôlés en permanence.</p> <p>Toute anomalie de fonctionnement est signalée au poste de commande et provoque automatiquement l'arrêt du brûleur en cas de dépassement des températures de séchage.</p> <p>Le séchoir est muni d'équipements permettant de contrôler la température de l'air de séchage des produits. Le contrôle doit porter a minima sur 2 points (en amont de l'entrée d'air dans la colonne sècheuse et dans la colonne). Les informations doivent être reportées sur un tableau de commande. En cas d'anomalie, une alarme sonore ou visuelle doit se déclencher. Un second seuil d'alerte provoque l'arrêt des brûleurs ou des générateurs de chaleur, l'arrêt des ventilateurs et la fermeture des volets d'air. Un matériel de communication permet d'informer le personnel d'incident ou d'accident survenu sur l'installation. Des consignes sont rédigées définissant les dispositions à prendre en cas de fonctionnement anormal ou d'incendie. Des dispositifs d'obturations sont implantés sur les entrées d'air pour éviter le développement d'un incendie (effet cheminée).</p> <p>Un dispositif d'aspersion à déclenchement manuel doit amener l'eau sous pression jusqu'en partie haute du séchoir. Ce dispositif doit être efficace et dûment entretenu.</p>

**Constats :** Au cours de la visite de la salle de contrôle du site, l'exploitant a présenté à l'inspection le logiciel de contrôle du séchoir. Il y a deux points de contrôle de la température. L'exploitant déclare qu'en cas de détection d'anomalie une alarme sonore et visuelle se déclenche. L'exploitant déclare qu'il n'y a pas de report d'alarme puisqu'en cas d'utilisation du séchoir du personnel NATUP est présent en permanence sur le site.

L'inspection a constaté dans le séchoir la présence de vannes manuelles pour le déclenchement du système d'aspersion, et la présence de la coupure de gaz à l'extérieur du séchoir.

Au cours de la visite, l'exploitant a présenté :

- le rapport de vérification et d'entretien de la panoplie et du brûleur du séchoir, réalisé le 18 mai 2022. Tous les points vérifiés sont conformes,
- le devis, signé du 07 avril 2022, pour le nettoyage du séchoir du site de Bertreville,
- le rapport de vérification du système de détection de gaz, daté du 13 septembre 2022, qui conclut que le système doit être remis en état (observation du rapport : « revoir alarme 2, aucun déclenchement sur les contacteurs de l'armoire pourtant le seuil 2 bascule dans la centrale, un électricien doit vérifier les branchements en aval de l'installation détection gaz »). **Ce point constitue une non conformité.**
- l'offre technique, signée du 28 septembre 2022, pour le remplacement de la soupape sécurité gaz extérieur et de la modification du câblage détection de gaz du site de Bertreville.

L'exploitant déclare que concernant le dysfonctionnement de l'asservissement les pièces sont commandées mais qu'un problème d'approvisionnement a retardé leur remplacement. L'exploitant déclare que le prestataire l'a informé d'une réception des pièces le 3 mars 2023. Ainsi la remise en état du système devrait être réalisée prochainement. De plus l'exploitant déclare que le séchoir n'est utilisé qu'en période de moisson (à partir du mois de septembre).

**Demande n° 4 :** l'exploitant réalisera les travaux nécessaires à la remise en conformité du séchoir et testera le bon fonctionnement de toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz), **sous un délai de 3 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Cuve de propane**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.3.5.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Cuve de propane
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le réservoir de propane doit être équipé (moyens de lutte contre l'incendie...) et géré conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1412. [...] <ul style="list-style-type: none"><li>• test périodique de toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) et la position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation. La périodicité de ce test sera déterminée par l'exploitant et, a minima, annuelle. Le test sera, dans la mesure du possible, programmé avant la période de séchage ;</li><li>• la cuve est protégée par un système d'arrosage fixe raccordé dont la vitesse de déclenchement est en adéquation avec la cinétique d'un incendie potentiel ;</li><li>• mise en place d'une commande en dehors des flux thermiques de l'actionnement de l'arrosage ;</li></ul>
<b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport l'inspection a fait tester le système d'arrosage de la cuve de propane. L'exploitant a présenté le rapport d'entretien de la cuve. Ces points n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.  L'exploitant déclare que le contrôle de la chaîne de coupure est réalisé en même temps que le contrôle du séchoir. Ainsi, lors de la vérification des détecteurs un dysfonctionnement de l'asservissement a été relevé. <b>Ce point constitue une non conformité.</b>
<b><u>Demande</u> :</b> Voir point précédent « installation de séchage »
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Equipements et réserve incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est gérée et dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mise à disposition d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>• mise à disposition de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;</li> <li>• maintien des voies utilisables par les engins de secours, libres en permanence de tout obstacle (stockages, stationnement des véhicules...) ;</li> <li>• aménagement de la plate-forme d'aspiration en bordure de la réserve d'eau d'incendie de 495 m<sup>3</sup> répondant aux caractéristiques minimales suivantes :             <ul style="list-style-type: none"> <li>. résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 160 kilonewtons ;</li> <li>. superficie minimale de 64 m<sup>2</sup> (8 m x 8 m pour le positionnement de 2 véhicules) ;</li> <li>. accès par un voie carrossable d'une largeur de 3 mètres, stationnement exclu ;</li> <li>. 2 colonnes fixes d'aspiration munies de crépines dans la réserve d'eau. Les caractéristiques de ces colonnes sont : hauteur par rapport au sol 0,60 m, munies de demi-raccords symétriques AR de 100 mm, tenons fixes en position haute et basse et distance entre les colonnes sur une largeur de 6 mètres : 1,50 m.</li> </ul> </li> </ul> <p>Cette réserve d'eau est signalée au moyen d'une pancarte toujours visible précisant sa capacité (lettres blanches sur fond rouge réflectorisées pour permettre le repérage de nuit).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• équipements des colonnes sèches situées dans les tours de manutention de 2 prises de diamètre 40 mm à chaque niveau, et au rez-de-chaussée d'un orifice de diamètre 65 mm en façade ;</li> <li>• signalement des colonnes sèches (une par tour de manutention) par une pancarte toujours visible au niveau de l'orifice d'alimentation en lettres blanches réflectorisées sur fond rouge pour permettre le repérage de nuit ;</li> <li>• maintien libre en permanence des dégagements (sorties, sorties de secours, circulations horizontales et verticales...), afin de permettre une évacuation sûre et rapide du personnel. Une signalisation circonstanciée indiquera le chemin vers la sortie la plus proche ;</li> <li>• mise à disposition d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</li> </ul> <p>L'exploitant met en œuvre une procédure (curage, réalimentation) en vue de garantir à tout moment, le volume minimal de 240 m<sup>3</sup> d'eau dans la réserve..</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>

<p><b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport l'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• que le site est maintenu propre et dégagé,</li> <li>• la présence d'extincteur répartis sur le site,</li> <li>• la présence d'une colonne sèche dans chaque silo,</li> <li>• la présence d'un bassin équipé de deux colonnes d'aspiration, servant de réserve incendie.</li> </ul> <p>L'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le dernier rapport de vérification des deux colonnes sèches daté du 17 février 2023. Ce rapport conclu au bon fonctionnement des deux colonnes sèches,</li> <li>• Le dernier rapport de contrôle des extincteurs du 20 avril 2022. Aucune observation n'y est notée.</li> </ul> <p>L'inspection a questionné l'exploitant sur le moyen lui permettant de s'assurer que le volume d'eau présent dans le bassin le jour de l'inspection respectait le volume minimal d'eau devant être présent dans le bassin. L'exploitant a déclaré qu'il n'y a pas de niveau dans le bassin ni point de repère visuel permettant de s'assurer du volume d'eau contenu dans le bassin.</p> <p><b>Demande n° 5 :</b> l'exploitant installera, sous un délai de 1 mois, un repère de niveau ou tout autre moyen, lui permettant de s'assurer du respect du volume minimum d'eau présent dans le bassin, à savoir 240 m<sup>3</sup> d'eau.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 11 : Silothermométrie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.3.5.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Silothermométrie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1 par cellule avec 8 points dans silo 1 5 par cellule avec 9 points pour silo 2</p>
<p><b>Constats :</b> Au cours de la visite du silo 2, l'inspection a constaté depuis la galerie sur cellule la présence de sondes thermométriques dans les cellules de stockages.</p> <p>En salle de contrôle, l'exploitant a présenté le logiciel de suivi de température des sondes des deux silos.</p> <p>Par sondage, l'inspection a demandé à voir la sonde S218 de la cellule 21 du silo 2. Cette cellule contenait du blé. Le suivi de température est réalisé sur 9 points de la sonde. Sur les 9 derniers jours aucune anomalie n'a été détectée. L'inspection a également consulté une sonde de suivi du silo 1. Aucune anomalie n'a été détectée.</p> <p>L'exploitant a présenté le classeur où l'historique, format papier, de toutes les sondes est conservé. L'inspection a constaté que des seuils d'alerte sont définis dans le synoptique. L'exploitant déclare qu'en cas de dépassement de ces seuils une alarme se déclenche et un report d'alarme est fait via les téléphones portables, notamment vers celui du responsable QHSE.</p> <p>Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Gestion des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.4.1.V
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vannes d'isolement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p><b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport l'inspection a constaté que le site dispose d'un bassin de confinement des eaux relié au bassin de défense incendie par une canalisation. Cette canalisation est équipée d'une vanne d'isolement et d'un débourbeur. Le matériel pour manœuvrer la vanne d'isolement est accessible. L'inspection a fait manœuvrer cette vanne afin de confirmer sa position en position fermée. L'exploitant a présenté le bon de suivi de déchet pour le curage du débourbeur, daté du 08 juin 2022. Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Stockage d'engrais liquides

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/04/2013, article 7.3.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit exploiter son stockage d'engrais liquides de manière à ne pas créer un impact sur le milieu récepteur. Les réservoirs sont implantés dans une cuvette de rétention étanche et dûment dimensionnée. L'aire de chargement et de déchargement de l'engrais liquide est implantée sur des surfaces étanches munies de rétentions dûment conçues pour récupérer les égouttures accidentelles.</p> <p><b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport, l'inspection a constaté que la cuvette de rétention des deux réservoirs d'engrais liquide était en bon état. Le poste de chargement déchargement de l'engrais liquide est propre. L'exploitant déclare que les égouttures accidentelles sont récupérées via la grille et envoyées vers la rétention. Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet